

6

Résultats, bienfaits et rentabilité



Les travaux de l'OCDE ont permis de générer des informations extrêmement riches sur les résultats de l'éducation, en particulier avec les enquêtes PISA, que ce chapitre présente. Ils examinent le niveau des jeunes de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences ainsi que dans des domaines de compétence liés, en les associant à des données contextuelles. L'éducation est également mise en relation avec le niveau d'emploi et de revenus, les principales constatations étant rapportées dans ce chapitre. L'analyse de la rentabilité de l'éducation est également approfondie au sein de l'Organisation, avec des résultats confirmant l'impact positif d'un niveau plus élevé d'études sur un certain nombre de paramètres, incontestablement pour l'individu mais aussi pour l'économie en général. L'impact de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants et de l'enseignement professionnel est tout aussi positif. Les travaux relatifs à la rentabilité sociale de l'éducation étudient l'influence de l'éducation sur la santé, la participation civique, l'engagement social et les résultats économiques.




INTRODUCTION

Les travaux de l'OCDE ont permis de générer des informations extrêmement riches sur les résultats de l'éducation, en particulier avec les enquêtes PISA, qui examinent tous les trois ans le niveau des jeunes de 15 ans dans différents domaines de compétence, en l'associant à des données contextuelles, dans les pays membres et dans un grand nombre de pays non membres de l'OCDE. L'observation des résultats montre que de nombreux jeunes ont un niveau inférieur au « minimum vital » pour trouver leur place dans les économies du XXI^e siècle axées sur le savoir. L'analyse de la rentabilité de l'éducation est également approfondie au sein de l'Organisation, notamment par des directions autres que la Direction de l'éducation. Les observations confirment l'impact positif d'un niveau plus élevé d'études sur un certain nombre de paramètres, incontestablement pour l'individu mais aussi pour l'économie en général. L'éducation influence l'emploi et les revenus, mais elle a aussi un impact sur le bien-être et la contribution à la société. Les travaux relatifs à la rentabilité sociale de l'éducation étudient l'influence de l'éducation sur la santé, la participation civique et l'engagement social.


La forte focalisation de l'OCDE sur les résultats ira plus loin que l'étude des résultats des adolescents puisque les travaux sur les compétences des adultes (PIAAC, voir le Chapitre 5) et les résultats de l'enseignement supérieur (AHELO, voir le Chapitre 4) sont en cours de développement. La nouvelle étude sur l'Amélioration des Résultats scolaires est destinée à aider les pays à sélectionner les meilleurs outils pour évaluer et améliorer les résultats.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Parmi les pays de l'OCDE, ce sont les étudiants de Finlande et de Corée, et parmi les non-membres ceux du Taipei chinois et de Hong-Kong-Chine, qui réussissent le mieux en mathématiques : Les pays de ce peloton de tête obtiennent en 2006 des scores moyens en mathématiques assez voisins, entre 547 et 549, distançant assez nettement les autres pays, dont le premier est les Pays-Bas (531). Alors que les pays de l'OCDE ont en moyenne 13.4 % de jeunes aux niveaux supérieurs (5 et 6), la Corée en compte 27.1 %, le Taipei chinois 31.9 % et Hong-Kong-Chine 27.7 %. En Belgique, en Finlande, aux Pays-Bas et en Suisse, au moins un étudiant sur cinq est capable d'exécuter des tâches mathématiques complexes des niveaux 5 ou 6. Pour chaque pays, ce chiffre est un indicateur du réservoir de jeunes ayant des compétences mathématiques de haut niveau, et qui ont des chances de jouer un rôle moteur pour faire avancer l'économie du savoir.

 PISA 2006: *Les compétences en sciences, un atout pour réussir* : Volume 1 : Analyse, 2007, Chapitre 6

Très rares sont les pays où il n'existe pas une forte minorité – voire une majorité – d'élèves très peu performants en mathématiques : À l'exception de la Finlande et de la Corée, tous les pays de l'OCDE comptent au moins 10 % d'élèves qui ne dépassent pas le niveau 1 de l'étude PISA, ou n'atteignent même pas ce niveau. Dans treize pays de l'OCDE (Autriche, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Portugal, République slovaque, Turquie), cette faiblesse touche un cinquième des élèves, voire davantage. Les élèves très peu performants en mathématiques sont même majoritaires chez les jeunes de 15 ans au Mexique (56.5 %).

 PISA 2006: *Les compétences en sciences, un atout pour réussir* : Volume 1 : Analyse, 2007, Chapitre 6

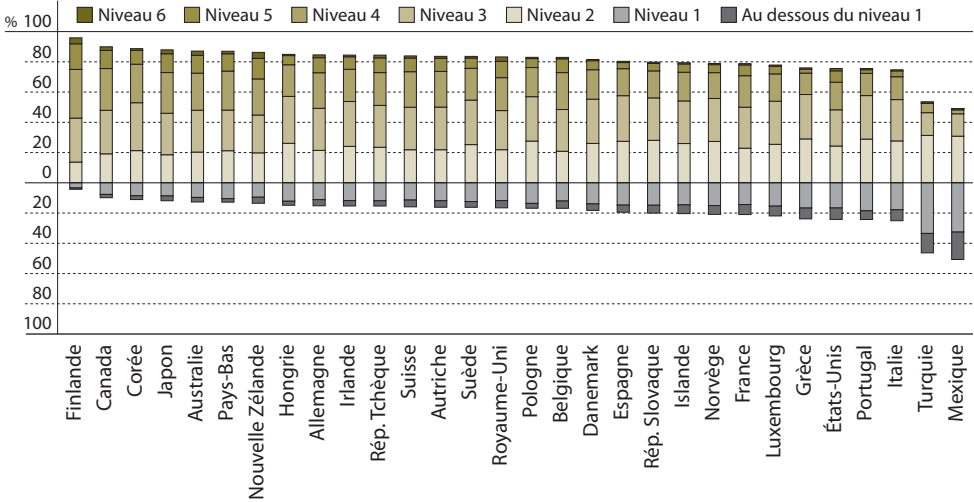
On ne compte que cinq pays de l'OCDE dans lesquels plus de deux tiers des jeunes atteignent ou dépassent le niveau 3 de PISA en compréhension de l'écrit – niveau qui correspond à la compréhension et à l'interprétation d'un texte modérément complexe : Ces cinq pays sont le Canada, la Corée, la Finlande, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande. En moyenne dans l'OCDE, 57.1 % de jeunes atteignent ou dépassent le niveau 3. Le fait pour un pays de compter un fort pourcentage de jeunes au dessus du niveau 3 ne signifie pas forcément que ce pays se classe aussi bien en termes de nombre d'élèves au niveau le plus élevé : ainsi, la Corée compte près de deux fois plus de jeunes que l'Irlande (11.7 %) au niveau 5 (21.7 %).

 PISA 2006: *Les compétences en sciences, un atout pour réussir* : Volume 1 : Analyse, 2007, Chapitre 6




Graphique 6.1.

Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence scientifique dans les pays de l'OCDE (2006)



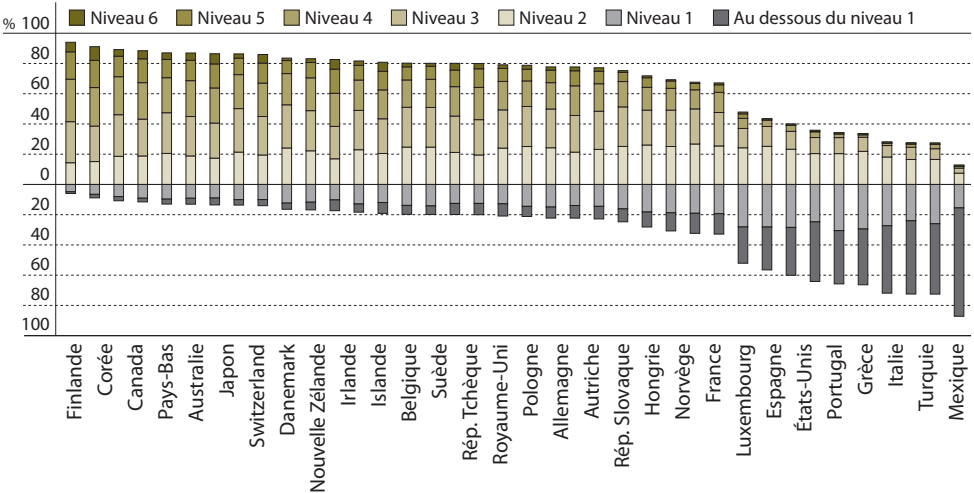
Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de leur pourcentage d'élèves de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.

Source : OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse*, Éditions OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/141844475532>

Graphique 6.2.

Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence mathématique dans les pays de l'OCDE (2006)



Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de leur pourcentage d'élèves de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.

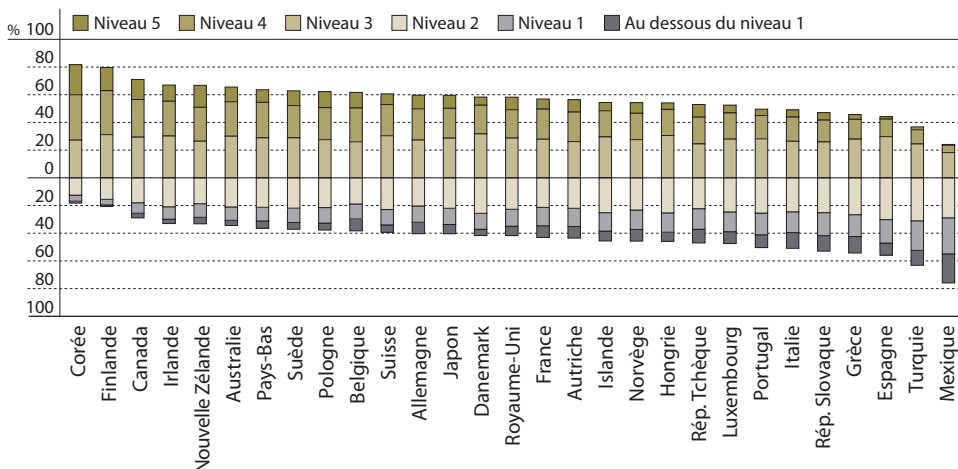
Source : OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse*, Éditions OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/142046885031>



Graphique 6.3.

Pourcentage d'élèves à chaque niveau de compétence en lecture dans les pays de l'OCDE (2006)



Note : Les pays sont classés par ordre décroissant de leur pourcentage d'élèves de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4 et 5.

Source : OCDE (2007), PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse, Éditions OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/142046885031>

Dix-huit pays de l'OCDE comptent 40 % de jeunes ou plus n'atteignant pas le niveau 3 en compréhension de l'écrit, et dans 4 de ces pays, ces jeunes peu performants en lecture forment la majorité : Les pays qui comptent 40 % de jeunes ne dépassant pas le niveau 3 sont par ordre alphabétique l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la France, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Turquie. Ces jeunes forment même la majorité en Espagne, en Grèce, en Italie, au Mexique, au Portugal, en République slovaque et en Turquie.

PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse, 2007, Chapitre 6

Les pays de l'OCDE ayant les meilleures performances en sciences sont la Finlande, suivie de l'Australie, du Canada, de la Corée, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas : Le pays le mieux classé dans l'échelle combinée des sciences en 2006 était la Finlande, se détachant nettement avec un score de 563 – pour une moyenne OCDE de 500. La Finlande est suivie par un peloton de six pays réalisant un score supérieur ou égal à 522, constitué de l'Australie, du Canada (534), de la Corée, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas (525). En moyenne dans ces pays, on trouve seulement 1.3 % des jeunes de 15 ans au niveau le plus élevé (niveau 6) contre 3.9 % en Finlande et en Nouvelle-Zélande. Le pourcentage de ces très bons élèves scientifiques est également relativement élevé (entre 2.1 et 2.9 %) en Australie, au Canada, au Japon et au Royaume-Uni.

PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse, 2007, Chapitre 2

L'écart entre garçons et filles dans les performances scientifiques est faible : On n'observe pas de différences statistiquement significatives entre jeunes garçons et filles dans la plupart des pays de l'OCDE. Dans six d'entre eux – Danemark, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse – les garçons ont l'avantage, mais avec une marge relativement faible (entre 6 et 10 points). En 2006, en Turquie et en Grèce, les filles surclassent un peu plus nettement les garçons en sciences (de 11 à 12 points).

PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse, 2007, Chapitre 2




L'investissement dans l'éducation et l'accueil des jeunes enfants est très bénéfique pour les individus comme pour la société : Des recherches menées dans différents pays pointent vers une même conclusion : l'investissement dans la petite enfance apporte des avantages non négligeables non seulement aux enfants et à leurs familles, mais aussi à la société dans son ensemble. Un accueil de grande qualité de la petite enfance permet de poser des fondements solides pour l'apprentissage, essentiels pour toute la vie. Les enfants issus de milieux défavorisés bénéficient particulièrement de l'acquisition de ces bases. L'investissement dans la petite enfance offre une forte rentabilité sur les plans éducatif, social, économique, et sur le marché du travail ; il facilite les transitions d'un niveau d'enseignement au suivant et améliore les résultats scolaires ; et il diminue la criminalité au moment de l'adolescence. Un trop faible niveau d'investissement dans l'accueil des jeunes enfants peut se traduire par une offre insuffisante de solutions de garde et par un accès inéquitable à ces services, voire à une ségrégation des enfants en fonction des revenus. L'insuffisance de l'offre accroît les obstacles à l'emploi à plein-temps des femmes – avec les conséquences économiques et sociales qui en découlent – et tend à reléguer les femmes dans des emplois mal payés et à temps partiel.

 *Petite enfance, grands défis II : Éducation et accueil des jeunes enfants, 2006, Annexe D*

Le fait d'atteindre au moins le deuxième cycle du secondaire constitue une bonne protection contre le risque du chômage : Le taux de chômage des individus âgés de 25 à 64 ans qui ont suivi un deuxième cycle du secondaire est nettement inférieur – près de 4 points de pourcentage en moyenne en 2008 – à celui des individus qui n'ont pas été au-delà du premier cycle du secondaire. Cet écart est particulièrement important dans les pays de l'OCDE de l'est de l'Europe : Allemagne (9 points de pourcentage d'écart), Hongrie (11), République slovaque (29) et République tchèque (14), et dans ces pays, cet écart s'est creusé depuis une dizaine d'années. Si l'on tente d'exprimer cet avantage lié à l'enseignement du deuxième cycle du secondaire en termes de taux de chômage, en Autriche, en République tchèque, en Allemagne, en Hongrie, en Norvège, en République slovaque et en Suisse, les personnes ayant suivi un enseignement de deuxième cycle du secondaire ont moitié moins de chances (ou moins encore) d'être sans emploi que ceux qui n'ont suivi qu'un enseignement de premier cycle du secondaire. Dans un petit nombre de pays (Chili, Corée, Grèce, Luxembourg, Mexique et Brésil, pays partenaire), ceux qui n'ont pas été au-delà du premier cycle du secondaire ne risquent pas davantage d'être sans emploi que ceux qui ont suivi un enseignement de deuxième cycle du secondaire.

 *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Indicateur A6*

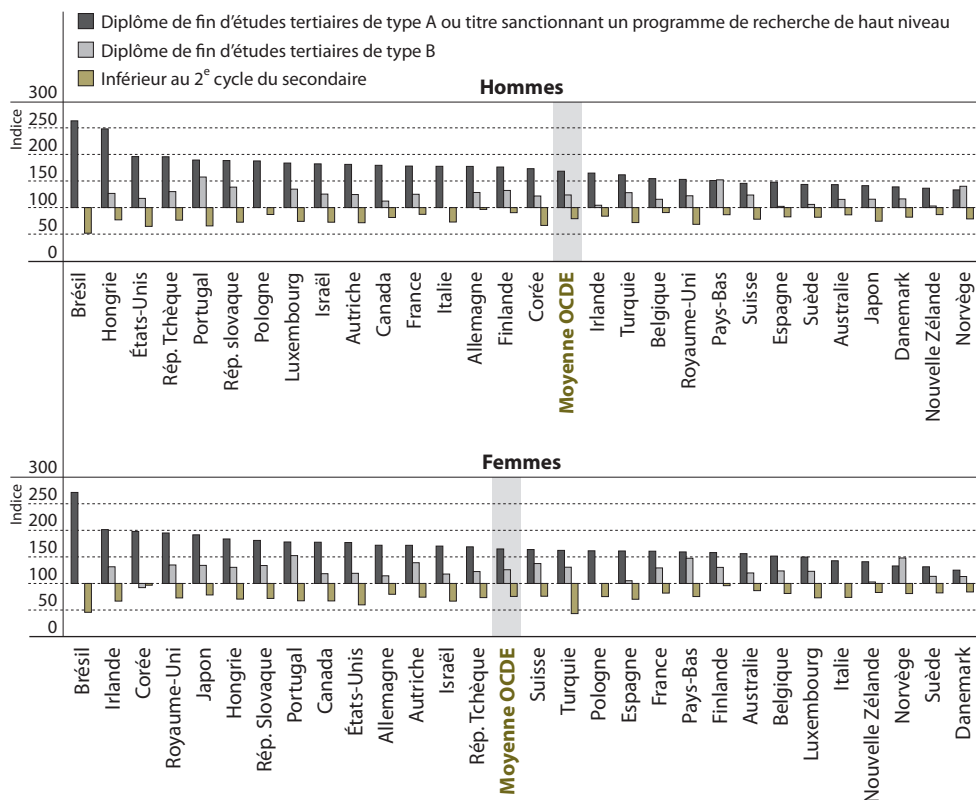
Dans la plupart des pays, le deuxième cycle du secondaire est très « rentable » en termes de salaires ... mais pas partout : Les pays où le différentiel de rémunération est le plus élevé entre ceux ayant suivi un enseignement secondaire de deuxième cycle et ceux qui n'ont suivi qu'un enseignement secondaire de premier cycle sont l'Autriche, la Corée, les États-Unis, le Portugal, le Royaume-Uni et la Turquie, où les revenus des personnes en âge de travailler qui ont quitté l'école le plus tôt se situent de deux tiers à 70 % des revenus de celles qui l'ont fréquentée jusqu'au deuxième cycle du secondaire. Les différences peuvent être très marquées : les femmes turques qui ont quitté l'école tôt gagnent moins de la moitié du salaire des femmes turques ayant achevé le cycle d'enseignement secondaire supérieur, et au Brésil, pays partenaire, les hommes et les femmes qui ont suivi un enseignement de premier cycle du secondaire gagnent environ la moitié du salaire de ceux qui ont terminé leur cycle d'enseignement secondaire. Dans certains pays, l'avantage lié au deuxième cycle du secondaire par rapport aux personnes qui ont achevé un enseignement de premier cycle du secondaire n'est pas particulièrement marqué – ceux qui ont quitté l'école plus tôt gagnent 90 % ou plus de la rémunération de ceux qui sont allés jusqu'au deuxième cycle du secondaire – comme en Finlande pour les hommes et les femmes, ainsi qu'en Allemagne, en Belgique et en Estonie (pays partenaire) pour les hommes.

 *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Indicateur A7*



Graphique 6.4.

Revenus du travail relatifs, selon le niveau de formation et le sexe pour la population âgée de 25 à 64 ans (2008 ou année de référence indiquée)
 2^e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100



Source : OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932310206>

Il existe une corrélation positive forte entre le niveau d'enseignement et le revenu moyen des individus, avec un avantage important à ceux qui ont suivi un enseignement tertiaire : Dans tous les pays, les diplômés du supérieur ont des revenus nettement plus élevés que ceux du deuxième cycle du secondaire, lesquels ont des revenus plus élevés que ceux qui n'ont pas été au-delà d'un enseignement de base. L'avantage salarial entre les diplômés de l'enseignement tertiaire et les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est en général plus marqué qu'entre ces derniers et les individus issus du premier cycle du secondaire. L'avantage salarial des diplômés du tertiaire (hommes et femmes, tous âges confondus) s'étale entre 2.10 fois les revenus des diplômés du deuxième cycle du secondaire en Hongrie (voire 2.54 au Brésil, pays partenaire), et 1.18 en Nouvelle Zélande.

Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Indicateur A7



Même lorsque prend en compte les coûts d'accès au niveau d'enseignement immédiatement supérieur, on constate qu'en moyenne, il est toujours payant de passer du premier cycle au deuxième cycle du secondaire : Dans tous les pays, les hommes et les femmes gagnent en général à poursuivre leurs études secondaires. Pour les hommes, ce taux de rentabilité individuel est égal ou supérieur à 10.6 % ou plus dans les 20 pays de l'OCDE disposant de statistiques et supérieur à 12 % pour 8 de ces pays. L'écart varie de 4.4 % aux Pays-Bas, à 5.8 % au Danemark, 17.6 % en République tchèque et environ 14 % en Australie et en Suède. L'écart est encore plus marqué pour les femmes, avec un taux allant de 0.9 % en Corée à moins de 5 % dans trois pays (Danemark, Pays-Bas et Nouvelle-Zélande), jusqu'à 20 % en République tchèque. Le taux de rentabilité individuel de l'enseignement secondaire supérieur pour les femmes est de 9.3 %.



Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Indicateur A8

Bien que l'enseignement supérieur puisse être assez onéreux, ces coûts sont plus que compensés par un salaire moyen supérieur : L'avantage relatif lié à la poursuite des études jusque dans le supérieur – par rapport au deuxième cycle du secondaire – est également réel, voire plus important, dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles. Le taux de rentabilité est de 11.5 % pour les hommes et de 10.7 % pour les femmes dans les 20 pays de l'OCDE. L'avantage en termes de rentabilité de poursuivre des études dans le supérieur plutôt que de se contenter d'un deuxième cycle du secondaire est de 20 % ou plus chez les hommes en République tchèque et en Pologne et de 19 % ou plus chez les femmes en République tchèque, en Pologne et en Turquie. Les pays où les taux de rentabilité sont les plus bas pour les hommes et les femmes sont le Danemark, les Pays-Bas et la Suède.



Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Indicateur A8

Les projections suggèrent que les pays de l'OCDE qui réussissent à améliorer les compétences cognitives – et pas seulement la réussite scolaire – de leurs populations peuvent en tirer d'énormes bénéfices économiques : Les projections fondées sur les rapports historiques (en tenant compte des incertitudes des projections) suggèrent que tous les pays de l'OCDE pourraient faire progresser leurs scores PISA moyens de 25 points au moins dans les deux prochaines décennies. Les bénéfices cumulés pourraient représenter 115 trillions USD de PIB dans l'OCDE sur la durée de vie de la génération née en 2010. Des objectifs encore plus ambitieux, comme l'accession de tous les étudiants au niveau de compétence minimal de l'OCDE – un score PISA de 400 – donnent une augmentation du PIB cumulé de presque 200 trillions USD. Faire progresser tous les pays au niveau des performances du meilleur système éducatif PISA dans l'OCDE, en Finlande, représenterait des bénéfices de l'ordre de 260 trillions USD. C'est la qualité des résultats de la formation, et non la longueur de l'enseignement scolaire, qui fait la différence.



The High Cost of Low Educational Performance: The Long-run Economic Impact of Improving PISA Outcomes, 2010

Des investissements publics dans l'EFP initiale peuvent compenser les déficiences des employeurs et garantir une bonne rentabilité économique : Beaucoup de formations professionnelles spécifiques sont données par les employeurs mais, si on les laisse faire, il arrive souvent qu'ils ne fournissent pas une formation suffisante à leurs propres employés, plus spécifiquement en ce qui concerne les compétences transmissibles. L'EFP initiale a été prévue pour combler ce déficit en apportant les compétences nécessaires. La recherche a démontré qu'elle pouvait générer une bonne rentabilité économique par rapport à la somme investie par l'État. Les pays caractérisés par des systèmes efficaces d'EFP initiale, comme l'Allemagne, ont été relativement peu touchés par le chômage des jeunes.




Learning for Jobs, 2010, Chapitre 1

Le niveau d'éducation influence de manière positive la santé, l'intérêt pour la politique et la confiance, avec un passage vers l'enseignement secondaire supérieur pour la santé et vers l'enseignement supérieur pour l'intérêt politique : Il est plus fréquent que les adultes avec un niveau d'éducation plus




élevé se déclarent en bonne santé, qu'ils affirment être au moins assez intéressé par la politique et croient qu'il est possible de faire confiance à la plupart des personnes. Pour ce qui est de la santé, le passage de l'enseignement secondaire inférieur au secondaire supérieur se révèle le plus influent, alors que le passage vers l'enseignement supérieur semble plus influent par rapport à l'intérêt politique ; on n'observe pas de seuils cohérents concernant la confiance. La corrélation entre l'éducation et les résultats sociaux reste généralement forte même après ajustement en fonction de l'âge, du genre et des revenus.


 *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Indicateur A9; Comprendre l'impact social de l'éducation, 2007 et Improving Health and Social Cohesion through Education (à paraître)*

Les faibles scores des adultes en littératie et autres compétences sont fortement associés au risque de chômage et de précarité : La première Enquête sur la littératie et les compétences des adultes mesure les compétences des adultes en compréhension de textes suivis, en compréhension de textes schématiques, en numératie et en résolution de problèmes en définissant cinq grands niveaux de compétence. Le niveau 3 est considéré comme le niveau minimum requis pour répondre aux exigences de la vie professionnelle et de la vie quotidienne. D'après des données collectées auprès du Canada, de l'Italie, de la Norvège, de la Suisse, des États-Unis et de l'état du Nuevo Leon au Mexique, ainsi que des Bermudes :


- Les individus dont le score en numératie est de 1 ou 2 ont deux ou trois fois plus de risques de se trouver exclus de l'emploi depuis six mois ou plus que ceux qui ont des scores plus élevés.
- Chez les jeunes adultes, les bons scores en compréhension de textes schématiques et en numératie sont fortement associés à l'obtention d'un emploi; les jeunes adultes ayant un score de niveau 1 ou 2 ont plus de probabilités de connaître une période prolongée de chômage.

 *Apprentissage et réussite : Premiers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes, 2005*

La formation mène à des revenus plus élevés et ouvre de nouvelles perspectives d'emploi, particulièrement chez les travailleurs jeunes et mobiles qui ont suivi des études supérieures : L'enseignement et la formation des adultes ont un fort impact sur la productivité et sur les niveaux de revenus. Différentes études de panel nationales et internationales (couvrant globalement treize pays d'Europe et les États-Unis) ont permis le calcul de la « prime » de rémunération liée à la participation à des formations : négligeable en France, elle atteint 2.5 % par an en Allemagne et 5 % au Portugal. La formation tend également à réduire les risques de chômage et à accroître les chances de retrouver un emploi après un licenciement. Le gain de revenu associé à la formation est plus élevé lorsque le salarié change d'employeur; les primes les plus élevées sont liées aux formations suivies avec l'ancien employeur, avec les meilleurs résultats pour les travailleurs jeunes ayant suivi des études supérieures.

 *Promouvoir la formation des adultes, 2005, Chapitre 2; Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 2004, Chapitre 4*


La reconnaissance de la formation non formelle et informelle présente des bénéfices économiques, éducatifs, sociaux et psychologiques : La reconnaissance de la formation non formelle et informelle génère des bénéfices économiques : elle réduit les coûts associés à l'acquisition de qualifications dans l'éducation formelle et à la durée nécessaire pour les acquérir. Elle permet également de déployer le capital humain de manière plus productive en donnant accès à des emplois mieux adaptés aux véritables compétences des individus. La reconnaissance offre également des bénéfices éducatifs en permettant aux individus d'en apprendre davantage sur eux-mêmes et de développer leur carrière dans le cadre d'une formation tout au long de la vie. Elle fournit encore des bénéfices sociaux en améliorant l'équité au travers d'un accès à un niveau supérieur d'éducation et au marché du travail pour les minorités désavantagées, les jeunes rebelles et les travailleurs plus âgés qui n'ont pas bénéficié d'opportunités d'éducation plus tôt dans leur vie. La reconnaissance peut enfin représenter des bénéfices psychologiques en permettant aux personnes de prendre conscience de leurs capacités et en leur offrant une validation externe de leur valeur.

 *Reconnaître l'apprentissage non formel et informel : résultats, politiques et pratiques, 2010, Résumé*



ORIENTATIONS POUR L'ACTION PUBLIQUE

L'éducation doit se réinventer pour améliorer les performances du système et pour accroître le rendement des systèmes d'éducation : Cela représente un objectif ambitieux pour l'action publique. En particulier, les systèmes d'éducation dans lesquels les changements ont souvent été dictés par l'offre devront élaborer des mécanismes efficaces pour comprendre et répondre aux demandes économiques et sociales de compétences en constante mutation. Dans cette optique, la mise en œuvre de mesures efficaces requerra au préalable une bonne compréhension non seulement de l'évolution des compétences, mais aussi de l'efficacité avec laquelle les pays réussissent à utiliser ce vivier de compétences, et de la corrélation entre l'élévation du niveau de compétences et la possibilité d'accéder à des emplois de plus haute qualité, une plus grande productivité et, à terme, de meilleurs résultats économiques et sociaux. À l'avenir, on ne mesurera plus la réussite des systèmes d'éducation selon le niveau de dépenses consenties par les pays dans ce domaine ou selon le taux d'obtention des diplômes, mais à l'aune des résultats éducatifs atteints et de leur impact sur le progrès économique et social.

 *Regards sur l'éducation 2010: Les indicateurs de l'OCDE, 2010, Editorial*

Fixer comme objectif explicite la promotion de l'enseignement scientifique, mathématique et technologique auprès des élèves : Étant donné le déclin de l'intérêt pour les études scientifiques, mathématiques et technologiques, particulièrement préoccupant dans de nombreux pays, et sachant que la motivation et l'engagement des élèves dans ces domaines sont étroitement liés à leur réussite et souvent à leurs choix professionnels à terme, l'OCDE encourage les politiques et pratiques éducatives qui développent l'intérêt et l'engagement des élèves dans les matières scientifiques, mathématiques et technologiques. Au vu de la forte corrélation entre les différences entre les sexes au niveau de l'intérêt et de la motivation pour les matières liées à la science à l'école et les parcours d'éducation et de choix professionnels ultérieurs, l'OCDE préconise également un effort supplémentaire pour attirer les jeunes filles vers ces disciplines.

 *Analyse des politiques d'éducation 2006: Regards sur l'enseignement supérieur, 2006, Chapitre 5*

Les pays doivent chercher à faire en sorte que les performances des élèves soient similaires d'un établissement à l'autre : Lorsqu'il existe une faible dispersion entre établissements, il n'y a pas d'avantage évident en termes de performance à choisir un établissement plutôt qu'un autre. En 2003, dans trois pays – Norvège, Finlande et Islande – l'établissement fréquenté déterminait pour moins de 10 % les écarts de performance en mathématiques; le reste de ces écarts s'observaient « au sein des établissements ». La moyenne OCDE est nettement supérieure à 10 % puisqu'elle se situe presque exactement à un tiers. Les pays où elle est supérieure à 60 % sont la Turquie, la Hongrie et le Japon. L'alignement des performances des élèves des différents établissements est désirable en soi comme objectif de l'action publique, et est compatible avec un niveau global de performance élevé.

 *Regards sur l'éducation 2006: Les indicateurs de l'OCDE, 2006, Indicateur A5*

Définir plus clairement la rentabilité de la formation en augmentant l'information disponible et en supprimant les obstacles structurels et en rendant les résultats plus transparents pour les individus et les entreprises : La diffusion efficace de l'information peut contribuer à convaincre les individus et les entreprises des bienfaits possibles de la formation. L'analyse des coûts/avantages peut donner un éclairage susceptible d'encourager et de motiver les adultes face à l'apprentissage, et permettre de déterminer qui doit assumer le coût financier de la formation. Les actions visant à encourager les entreprises à investir dans la formation peuvent être renforcées, en favorisant la transparence des investissements dans le capital humain pour qu'ils apparaissent dans la comptabilité de l'entreprise. En agissant directement pour accroître la rentabilité de la formation au moyen de mécanismes alternatifs,



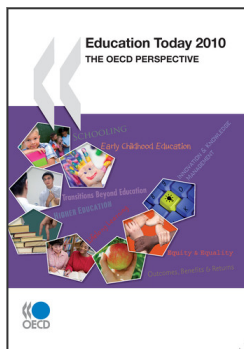
notamment en intégrant l'amélioration des qualifications dans le processus de détermination des salaires, on peut inciter les individus à entreprendre des formations et accroître la productivité de l'entreprise. Le développement de systèmes de certification nationaux fournit une sorte de monnaie d'échange à ce niveau et la reconnaissance de la formation informelle et non formelle contribue à réduire le coût de l'apprentissage.

 *Promouvoir la formation des adultes*, 2005, Chapitre 2



Références

- OCDE (2004), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2004*, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Promouvoir la formation des adultes*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et accueil des jeunes enfants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Regards sur l'éducation 2006 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Analyse des politiques d'éducation 2006 : Regards sur l'enseignement supérieur*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 : Analyse*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Comprendre l'impact social de l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Reconnaître l'apprentissage non formel et informel : résultats, politiques et pratiques* (par Patrick Werquin) Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *The High Cost of Low Educational Performance: The Long-run Economic Impact of Improving PISA Outcomes* (par Erik A. Hanushek et Ludger Woessmann), Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Learning for Jobs*, Éditions OCDE.
- OCDE (à paraître), *Improving Health and Social Cohesion through Education*, Éditions OCDE.
- Statistiques Canada et OCDE** (2005), *Apprentissage et réussite : Premiers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*, Éditions OCDE.



Extrait de :
Education Today 2010
The OECD Perspective

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/edu_today-2010-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résultats, bienfaits et rentabilité », dans *Education Today 2010 : The OECD Perspective*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/edu_today-2010-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.